

**COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ**

---

**Saisine n°2009-195**

**AVIS**

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 21 octobre 2009,  
par Mme Marie-Hélène AMIABLE, députée des Hauts-de-Seine

---

*La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 21 octobre 2009, par Mme Marie-Hélène AMIABLE, députée des Hauts-de-Seine, des conditions de la conduite et de la retenue au commissariat d'Antony (92) de M. J-L.B., dans la nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février 2009.*

*La Commission a pris connaissance de l'enquête administrative.*

*Elle a entendu M. J-L.B, ainsi que M. G.D., brigadier-chef de police.*

**> LES FAITS**

Dans la nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février 2009, à Bagneux, M. J-L.B. a indiqué avoir déposé, à son domicile, ses deux enfants, âgés respectivement de 10 et 14 ans, et être immédiatement retourné à son véhicule pour le garer correctement. Pour ce faire, il a emprunté à contre-sens, sur une trentaine de mètres, la voie menant à la départementale et lui permettant de regagner le parking. En sortant de son véhicule, à 0h45, il se serait retrouvé face à deux policiers lui annonçant un contrôle à la fois d'identité et du véhicule. Il a alors présenté les documents en sa possession, à savoir ceux du véhicule et, concernant son permis de conduire et sa pièce d'identité, il aurait proposé d'aller les chercher dans son appartement. Il aurait informé les policiers de la présence de ses enfants restés sans surveillance à son domicile.

L'un des policiers, constatant que son haleine sentait l'alcool, l'aurait informé de son interpellation pour ce motif. En réponse, M. J-L.B. aurait expliqué qu'il sortait d'un dîner au cours duquel il avait bu un apéritif et deux verres de vin et que si son haleine sentait l'alcool, cela était dû au fait d'une mauvaise digestion. Ils lui ont demandé de vider ses poches, ont examiné l'intérieur du véhicule. Puis, après l'avoir prié de mettre les mains derrière le dos, les policiers l'ont menotté en lui indiquant qu'il s'agissait de la procédure habituelle et qu'ils allaient l'emmener au commissariat pour effectuer un contrôle éthylique. M. J-L.B. aurait protesté en rappelant que ses enfants se trouvaient seuls dans l'appartement, qu'il ne pouvait pas les laisser ainsi, mais les policiers n'auraient pas tenu compte de ses propos.

De son côté, l'un des agents du contrôle, le brigadier G.D. – devenu brigadier-chef depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 –, a exposé devant la Commission les éléments qui avaient justifié la conduite au commissariat de M. J-L.B : les documents du véhicule étaient au nom d'une femme, l'intéressé ne possédait aucun justificatif de son identité, ni de permis de conduire, son

haleine sentait l'alcool, il était relativement agité et énervé – d'où le menottage –, il contestait le principe du contrôle et enfin, avait une attitude arrogante, s'appuyant sur un véhicule ne lui appartenant pas.

Selon le brigadier-chef G.D., M. J-L.B. n'aurait rien dit sur les raisons du déplacement tardif de son véhicule. Pour justifier de l'absence de documents d'identité, il aurait expliqué qu'il habitait juste à côté et à un moment donné il a ouvert le coffre de son véhicule pour, leur a-t-il dit, y chercher ses papiers. A aucun moment, il n'aurait indiqué que de jeunes enfants l'attendaient dans son appartement, même quand les policiers lui ont signifié sa conduite au commissariat d'Antony, seul poste de police ouvert la nuit pour le district.

Arrivé au commissariat d'Anthony, M. J-L.B. a été soumis à un contrôle d'alcoolémie, qui s'est révélé négatif (0,07 mg/l d'air expiré).

M. J-L.B. a indiqué avoir été ensuite démenotté et dirigé vers le hall du commissariat, dans une pièce exiguë (s'apparentant à une cellule d'attente), où les policiers, après lui avoir demandé de remettre son téléphone portable, de vider intégralement ses poches et d'enlever sa ceinture, l'ont laissé seul. Quelques instants après, M. J-L.B. a signé deux procès-verbaux afférents l'un à une conduite en sens interdit, l'autre à une non-présentation du permis de conduire. Puis ses effets lui ont été restitués et il lui a été demandé de quitter le commissariat.

Pour sa part, le brigadier-chef G.D. a indiqué avoir avisé par téléphone l'OPJ de permanence et compétent sur le district, avant de soumettre M. J-L.B. au test éthylométrique. Il a ensuite vérifié son identité à partir de la carte de bibliothèque qu'il a fournie. Il lui a posé d'autres questions qui ont permis d'établir son identité. Une fois ces formalités accomplies, qui ont duré environ une demi-heure, le brigadier-chef a rendu compte à l'OPJ de permanence, qui a donné pour instruction de le laisser repartir.

Sortant de la cellule d'attente, M. J-L.B. a indiqué avoir demandé à déposer une plainte, mais il lui aurait été indiqué que ce n'était pas possible. Comme les policiers insistaient pour qu'il quitte le commissariat, il aurait protesté en faisant valoir qu'il n'avait aucun moyen de rejoindre son domicile, distant d'environ quatre kilomètres.

Les policiers lui auraient reproché de ne pas rentrer au plus vite auprès de ses enfants laissés seuls au domicile, le menaçant de saisir les services concernés.

Trouvant cette situation inadmissible, M. J-L.B. a indiqué avoir déclaré : « Pratiquer la police ainsi, c'est la honte de la République ». Un agent de police féminin aurait repris cette phrase à l'adresse de ses collègues en disant qu'il avait dit qu'ils étaient la honte de la République. M. J-L.B. aurait rectifié en rappelant que c'était la pratique considérée qu'il avait décriée.

De son côté, le brigadier-chef G.D. a indiqué que c'est au moment où M. J-L.B. a été autorisé à quitter le commissariat qu'il a évoqué pour la première fois la présence des enfants restés seuls à son domicile. Le brigadier-chef a appelé une troisième fois l'OPJ de permanence pour l'aviser des faits et celui-ci a donné pour instruction de le raccompagner.

Arrivé à destination, il leur a demandé à ce qu'ils l'accompagnent jusqu'à son appartement pour vérifier ses dires, mais ils n'auraient pas répondu à cette proposition, lui demandant simplement de sortir du véhicule. L'un des policiers a écrit dans un rapport qu'à l'inverse de ce qu'avait affirmé M. J-L.B., celui-ci n'avait pas souhaité leur présence chez lui et qu'il n'avait pas été possible de vérifier si des enfants en bas-âge se trouvaient au domicile.

## > AVIS

### **Concernant la conduite au commissariat**

La conduite au commissariat de M. J-L.B. était justifiée par l'absence de documents d'identité en sa possession, par les documents du véhicule portant le nom d'une personne qui n'était de toute évidence pas le sien et par des signes objectifs pouvant laisser croire à un taux d'alcoolémie excessif.

### **Concernant la prise en compte de la situation de mineurs laissés seuls au domicile**

En présence de deux versions contradictoires, la Commission n'a pu établir le moment où les fonctionnaires de police ont été avisés de la présence d'enfants laissés seuls au domicile de M. J-L.B.

### **Concernant les formalités de la procédure de vérification d'identité**

La procédure de vérification d'identité prévoit une présentation à l'OPJ, l'information concernant le droit à faire aviser le procureur de la République de la vérification dont il fait l'objet, et le droit de faire prévenir à tout moment un membre de sa famille ou toute personne de son choix. Le brigadier-chef G.D. a indiqué que ces formalités procédurales n'avaient pas été accomplies, il a simplement effectué un rapport concernant le comportement de M. J-L.B. Il a expliqué que la vérification d'identité avait duré moins d'une demi-heure, que la nuit, les agents disposaient de peu de moyens permettant de mettre en oeuvre toutes les procédures prévues par le code et le fait qu'il n'y a qu'un seul OPJ qui gère une douzaine de communes.

En l'espèce, compte tenu de la brièveté de la procédure de vérification d'identité, dictée par la nécessité pour la personne interpellée de rejoindre au plus vite ses enfants, la Commission ne relève pas de manquement sur le non-respect des formalités procédurales.

### **Concernant l'enregistrement de la plainte**

Selon les termes du rapport du brigadier-chef G.D., en date du 1<sup>er</sup> février 2009, M. J-L.B. n'aurait pas explicitement exprimé le souhait d'enregistrer une plainte, mais aurait dit « que cela n'en finira pas là » et « qu'on pouvait s'attendre à un dépôt de plainte. »

En présence de deux versions contradictoires, la Commission n'a pas été en mesure d'établir qu'un refus d'enregistrer une plainte avait été opposé à M. J-L.B.

## > TRANSMISSIONS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration.

*Adopté le 20 avril 2011.*

*Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,*

*Le Président,*

*Roger BEAUVOIS*